Le Gouvernement burundais épinglé par le CPJ pour le cas Kavumbagu

@rib News, 11/02/2009Le CPJ publie son Rapport 2008 sur la libertÃ© de la presse dans le mondeNew York, le 10 FÃ©vrier, 2009 â€" Le ComitÃ© pour la Protection des Journalistes (CPJ) a publiÃ© mardi son rapport 2008, bilan de lâ€™Ã©ta libertÃ© de la presse dans le monde. Le rapport, intitulÃ© Attaques contre la Presse en 2008, Ã©value de maniÃ¨re critique la situation de 150 pays. Le livre dans son intÃ©gralitÃ© est disponible en ligne en Anglais et FranÃ§ais, sur notre site InternetÂ : www.cpj.org.Concernant lâ€™Afrique, le rapport met lâ€™accent sur les tendances suivantes :Ï Un total de 25 journalistes Ã©ta derriÃ¨re les barreaux pour leur travail Ã la fin de lâ€™annÃ©e 2008, un de plus que lâ€™annÃ©e 2007. Plus des deux tiers de journalistes Ã©taient dÃ©tenus sans aucune inculpation.
Ï Lâ€™Ã‰rythrÃ©e reste le pays dont les prisons renferment le plus de journalistes en Afrique. En effet, les prisons secrÃ¨tes d ce pays dÃ©tiennent de longue date au moins 13 journalistes, le quatriÃ¨me plus grand total sur le plan mondial derriÃ¨re la Chine, Cuba et la Birmanie.Ï Beaucoup de pays comme le SÃ©nÃ©gal, le Cameroun, et le Niger, continuent dâ€™envoyer les journalistes en prison en appliquant les lois pÃ©nales sur la diffamation ou des dispositions de sÃ©curitÃ© nationale formulÃ©es en termes vagues.Ï Il y a une tendance Ã lâ€™impunitÃ© pour les meurtres de journalistes, notamment en Somalie, en RÃ©publique DÃ©mocratique du Congo et au Nigeria. Dans au moins 6 cas en 2008, les enquÃªtes menÃ©es par les gouvernements nâ€™ont abouti Ã aucune arrestation ou condamnation.Ï Les gouvernements commencent Ã rÃ©pliquer Ã la montÃ©e du journalisme en ligne et du journalisme citoyen en emprisonnant les rÃ©dacteurs de sites comme au Nigeria et au Burundi ou en bloquant ces sites comme en Ethiopie.Ï Les gouvernements africains, tels que ceux du Tchad, du Kenya et de lâ€™Ethiopie, ont promulguÃ© de nouvelles lois rÃ©pressives et liberticides pour criminaliser le journalisme indÃ©pendant et les critiques.Ï La pÃ©riode du second tour des Ã©lections au Zimbabwe a Ã©tÃ© considÃ©rÃ©e comme Â« le moment pour les journalistes dans lâ€™histoire du ZimbabweÂ Â» avec une rÃ©pression Ã©tatique massive de la presse, au moyen de lois draconiennes sur les medias. En brefBURUNDIÏ Jean-Claude Kavumbagu, directeur de l'agence de presse en ligne Net Press, a Ã©tÃ© arrÃªtÃ© le 11 septembre et inculpÃ© pour diffamation, selon des journalistes locaux et Human Rights Watch. Philipe Nzabonariba, un haut fonctionnaire, a dÃ©posÃ© plainte contre lui aprÃ¨s un article, publiÃ© le 10 aoÃ»t, critiquant la somme dÃ©pensÃ©e pour le voyage prÃ©sidentiel aux Jeux Olympiques de PÃ©kin. Kavumbagu a fait appel, mais aucune date de procÃ¨s n'a Ã©tÃ© fixÃ©e. Il est dÃ©tenu Ã la prison centrale de Mpimba, dans la capitale Bujumbura. Le CPJ est une organisation indÃ©pendante Ã but non-lucratif fondÃ©e en 1981 afin dâ€™observer et dâ€™enquÃ les abus commis contre la presse et promouvoir la libertÃ© de celle-ci Ã travers le mondeLire l'intÃ©gralitÃ© du Rapport